



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1046

19 mars 2012

- **Les pluies interpellent sur la fragilité environnementale**
- **Opérations de microzonage pour mieux prévenir les aléas sismiques**
- **De bonnes perspectives agricoles pour les mois à venir**
- **Plaidoyer pour la réouverture de l'école moyenne de développement de Hinche**

>> Les pluies interpellent sur la fragilité environnementale

Alors que la période des cyclones (du 1er juin au 30 novembre) n'a pas encore commencé, la saison des pluies, en ce mois de mars 2012, vient à nouveau alerter sur les manquements en termes de prévention environnementale en Haïti.

Les premières grandes pluies ont déjà causé des dégâts dans le milieu ambiant. Routes défoncées, inondations çà et là, accumulation d'alluvions, de déchets et de débris divers (y compris de boue) sur la chaussée, difficultés de circulation piétonnière et automobile – sur des artères vite transformées en torrents – sont quelques-unes des conséquences des averses enregistrées presque quotidiennement, notamment dans les municipalités de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Heureusement, aucune victime n'est à déplorer. Cependant, l'obstruction continue de la plupart des canaux d'évacuation des eaux, fait craindre des incidences dans les prochaines semaines.

Les abris de fortune des camps, où résident encore des milliers de personnes déplacées après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, arrivent seulement à tromper le soleil, mais pas les pluies. Usées par le temps, les bâches, tentes et autres formes de maisonnettes ne résistent plus aux intempéries. Chaque jour de pluie apporte son lot de tracas aux habitants des camps qui s'inquiètent de plus en plus pour leur vie, en dehors de la perte de biens divers (matériels scolaires des enfants, matelas, meubles, ustensiles de cuisine ...)

Et des interrogations pèsent sur l'impact des travaux de drainage annoncés par les autorités, dont les résultats ne sont pas tangibles.

>> Opérations de microzonage pour mieux prévenir les aléas sismiques

Les premières activités, dans le cadre du projet de microzonage national, financé par le trésor public, ont débuté dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince depuis le début du mois de février 2012. « Le micro zonage consiste à cartographier les sols qui sont susceptibles d'amplifier les mouvements sismiques », informe l'ingénieur-géologue Claude Prépetit, coordonnateur de l'unité technique de sismologie et coordonnateur de l'équipe du bureau des mines dans le cadre de ce projet. Ce projet permettra « d'apporter des recommandations pour l'occupation du sol et (d') indiquer les mesures constructives à suivre pour certaines catégories de bâtiments », ajoute Claude Jean-Poix, directeur national du projet de microzonage.

« Nous avons commencé par une étude bibliographique c'est-à-dire le rassemblement des rapports et études sismologiques déjà réalisés, et des travaux de terrain en vue de préciser la carte géologique et géophysique qui existe déjà », confie Prépetit.

« Les travaux sur Port-au-Prince, couvrant une superficie de 80 km², dureront 18 mois et coûteront 1 million et demi de dollars américains », indique Jean-Poix.

« Les cartes seront faites à l'échelle de 1/25 000 afin de permettre de saisir les moindres détails géologiques, lithologiques ou liés aux aléas de liquéfaction, etc. », d'après le directeur national du projet.

Ce projet devrait donner aux politiques des outils et des informations pouvant les orienter dans la préparation d'un code de construction, d'urbanisme et d'environnement.

Exécuté par le bureau de recherches géologiques et minières de France, en partenariat avec le bureau des mines et de l'énergie et le laboratoire national du bâtiment et des travaux publics en Haïti, le microzonage vise aussi les villes de Port-de-Paix, du Cap-Haïtien, de Fort-Liberté et de Ouanaminthe.

Un comité de pilotage, constitué d'institutions nationales étatiques, d'organismes internationaux et de contributeurs, est mis en branle en vue d'assurer la coordination et le suivi du programme.

Le bureau haïtien des mines et de l'énergie, le laboratoire national du bâtiment et des travaux publics, le centre national d'informations géospatiales, le ministère de la planification et de la coopération externe, le ministère des travaux publics, transports et communications ainsi que le programme des Nations Unies pour le développement composent ce comité.

>> De bonnes perspectives agricoles pour les mois à venir

Une augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité des aliments en Haïti, durant la période de janvier à juin 2012, est annoncée par la coordination nationale pour la sécurité alimentaire. Cette nouvelle situation alimentaire est due à des récoltes en cours et à la stabilité du niveau des prix des produits alimentaires de base, indique un bulletin de l'organisme étatique.

Une baisse de prix des céréales importées, notamment celui du riz, est possible en raison de l'augmentation de la production et des stocks dans les pays producteurs. Par contre, les prix de certains produits locaux (les céréales, le haricot) afficheront une tendance à la hausse jusqu'aux prochaines récoltes prévues pour juillet-août 2012.

La coordination nationale pour la sécurité alimentaire prédit une certaine disponibilité alimentaire en fonction des montagnes humides et des récoltes (prévues pour mars et avril 2012) notamment de patate douce, de mangues, de riz dans les plaines de monoculture.

Cependant, représentant moins de 10% de la production nationale, ces récoltes ne suffiraient pas à couvrir tous les besoins alimentaires de la population en cette période critique.

Les départements de l'Artibonite (particulièrement le haut Artibonite), le Nord-Ouest, le Sud, le Sud-Est et l'Ouest (particulièrement les quartiers précaires de Port-au-Prince) seront les plus touchés par la période post-récolte, d'autant plus que la situation agricole n'a pas été très bonne et qu'aucune réserve n'a été constituée.

L'incidence de l'insécurité alimentaire restera aussi élevée dans les quartiers précaires de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, notamment dans les bidonvilles et les camps de personnes déplacées.

La coordination nationale pour la sécurité alimentaire préconise l'accélération du processus de ratification du budget national et le décaissement des fonds à temps pour contrer ces éventuels problèmes alimentaires. Elle recommande, entre autres, un redoublement de vigilance et de surveillance face à la possible recrudescence du choléra, avec l'arrivée de la prochaine saison pluvieuse, entre mars et mai 2012.

Les conditions d'insalubrité et la diminution des centres de traitement et de prise en charge, dans la plupart des départements, sont les principales causes pouvant accélérer la propagation de cette maladie.

>> Plaidoyer pour la réouverture de l'école moyenne de développement de Hinche

Correspondance Ronel Odatte

Des dizaines de techniciens, issus de l'école moyenne de développement de Hinche (une institution publique située dans le Plateau central), appellent à la réouverture de cette école détournée de sa mission première depuis une quinzaine d'années.

Fondée en novembre 1985 et construite sur 8 hectares de terre, l'école moyenne de développement de Hinche est devenue, 15 ans plus tard, un vaste atelier de fabrication d'outils agricoles. Elle abrite actuellement le bureau de l'institut national de la réforme agraire.

Alors qu'elle a été conçue pour délivrer des formations académiques en agriculture et animation, l'école aide désormais dans la préparation aux petits métiers, tels que la ferronnerie, l'ébénisterie, la maçonnerie et l'artisanat.

L'école moyenne de développement de Hinche dispose aujourd'hui de sept salles de classes, trois dortoirs pouvant accueillir plus de 100 personnes, un réfectoire et une cuisine, ainsi que neuf chambres individuelles. L'école dispose aussi de son propre terrain de jeu (basketball, volley-ball) et d'un centre de documentation avec accès Internet.

En 2001, l'établissement a hébergé les directions départementales des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture. Il a également servi de lieu, par excellence, pour des rencontres politiques. En 2004, ce centre de formation a été occupé par d'anciens membres des forces armées d'Haïti qui se l'ont approprié pour quartier général départemental pour les manœuvres visant à démanteler le régime de Jean-Bertrand Aristide.

« Il y a, parmi nous, des gradués qui ne travaillent pas. Nous sommes prêts à aider à la formation de centaines de jeunes qui ne peuvent pas se rendre à une école privée », souligne un ancien étudiant à l'école moyenne, Cénaré Philfrant, devenu un des cadres du mouvement des paysans de Papaye. C. Philfrant interpelle les autorités sur la nécessité de rouvrir cette école qui a déjà formé plusieurs générations de techniciennes et techniciens.